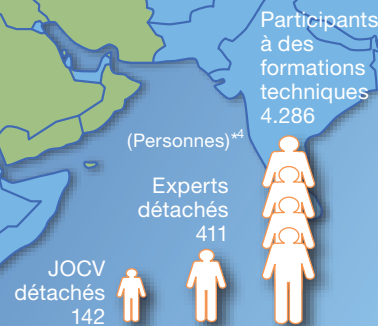
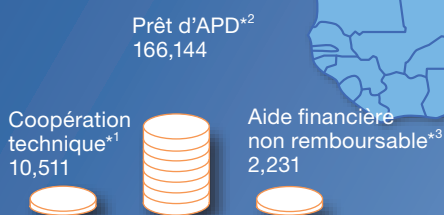


Soutien à la stabilité régionale, à la paix et à la prospérité

Le Moyen-Orient et l'Europe sont deux régions composées à la fois de pays à revenu élevé tels que les pays producteurs de pétrole, mais également de pays en retard sur le plan du développement, notamment les pays non producteurs de pétrole. Chaque pays a des populations et des cultures différentes ainsi que des structures sociales diverses et complexes, alors que de nombreuses régions restent encore extrêmement instables à cause de conflits telles que l'Irak, la Palestine et l'ouest des Balkans. L'aide doit donc être la plus adaptée possible à la diversité des besoins de ces différentes zones.

Résultats des opérations en Moyen-Orient et Europe (Exercice 2008) (milliards JYP)



*La région du Moyen-Orient comprend les pays du Maghreb.

*1 Dépense pour l'envoi de volontaires et d'équipes de secours d'urgence incluses.

Initiatives visant la paix et la stabilité régionale et la consolidation de la paix

La JICA fournit une aide constante pour la réhabilitation en Palestine et en Irak et pour l'établissement de la paix et du développement économique dans l'ouest des Balkans qui souffre d'une instabilité prolongée. La JICA aide également le développement économique en Jordanie, en Égypte, au Liban ainsi que dans d'autres pays ayant un rôle clé dans la stabilité régionale, par l'intermédiaire du développement des infrastructures sociales et industrielles.



Enfants se rendant à un dispensaire dans un camp de réfugiés pour une journée de soins médicaux gratuits (Palestine)

Soutenir la transition vers la démocratie et l'économie de marché

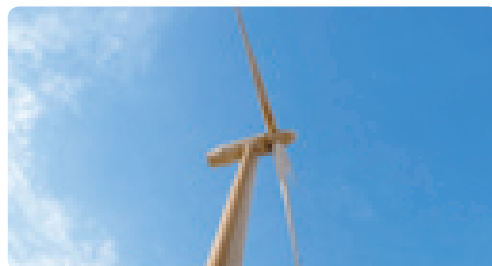
Tout en mettant en oeuvre des projets axés sur la création d'emplois tels que la promotion des petites et moyennes entreprises et du tourisme, la JICA entreprend des initiatives pour revitaliser le secteur privé dans le domaine du commerce et de l'investissement dans les pays post-communistes d'Europe, dans le but de les faire évoluer vers l'économie de marché et la démocratisation.



Habitants assistant à un exposé sur des plantes locales particulières pour promouvoir l'écotourisme (Bosnie-et-Herzégovine)

Protection de l'environnement et mesures contre le changement climatique

La disponibilité en eau par personne est plus faible au Moyen-Orient où de nombreux pays ont des zones extrêmement arides comparées aux autres régions de la planète, alors que l'augmentation de leurs populations et leur industrialisation aggravent la situation. La JICA travaille de manière proactive à trouver des solutions aux problèmes de l'environnement tels que la contamination de l'eau, les déchets ou la pollution de l'air causés par le développement économique, l'industrialisation et l'urbanisation rapide afin d'aider à protéger l'environnement naturel.



Éoliennes construites grâce à un prêt d'APD (Égypte)

Initiatives régionales / Afrique

Soutien à l'appropriation par l'Afrique de son développement

Quarante-six des 50 pays les moins avancés au monde sont situés en Afrique. Selon les estimations, environ 40 % de la population de l'Afrique (Afrique subsaharienne) vit dans l'extrême pauvreté avec moins d'un dollar par jour, à cause d'une stagnation économique prolongée. Parallèlement, d'importants progrès ont été réalisés en Afrique depuis 2000, et en 2007, la croissance économique globale dépassait 7 %. Dans cette situation, le soutien à une croissance durable encourageant l'appropriation africaine reste un défi d'actualité afin de parvenir à une réduction de la pauvreté basée sur le concept de sécurité humaine. C'est avec cet enjeu en tête que la JICA a reconduit ses prêts en yens en 2005 pour les pays pauvres très endettés (PPTE)^{*1} avec des systèmes de remboursement adaptés.

Résultats des opérations en Afrique (Exercice 2008) (milliards JYP)



^{*2} Le montant est calculé sur la base des accords de prêts. ^{*3} Le montant est calculé sur la base des accords de dons. ^{*4} Les nombres des nouveaux volontaires/experts/participants.

Source : Rapport Annuel de l'Agence japonaise de coopération internationale 2009 *Taux de change de 2008 défini par le CAD : 1 USD = 103.5 JPY

Accélérer la croissance

Un nombre toujours plus important de pays africains connaissent une croissance économique stable grâce au développement de leurs ressources ces dernières années. La JICA fournit un large éventail d'aides pour favoriser une croissance durable en Afrique dans le domaine de l'infrastructure, notamment les routes, l'électricité, la promotion du commerce, de l'investissement et du tourisme, l'élargissement de l'aide pour soutenir les petites et moyennes entreprises ainsi que l'initiative de doublement de la production de riz d'ici 10 ans afin de faire face à la demande croissante du secteur agricole. La JICA met également l'accent sur des programmes de développement de l'infrastructure régionale selon l'évolution vers l'intégration régionale en Afrique.

Assurer la sécurité humaine

La JICA fournit une assistance pour réduire la pauvreté, les disparités économiques ainsi que les effets secondaires induits par les conflits, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gestion des ressources en eau, de l'agriculture et du développement rural, tout en assurant également la réhabilitation et la consolidation de la paix et la bonne gouvernance.

Mesures contre les problèmes de l'environnement et du changement climatique

Le continent africain étant particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique mondial, la mise en place d'initiatives relatives à l'environnement et au changement climatique devient de plus en plus importante pour assurer un développement durable dans la région. La JICA encourage la diffusion des énergies propres telles que l'énergie solaire, dans le cadre d'efforts continus pour atténuer les effets du réchauffement climatique ou faire face à des problèmes environnementaux tels que la désertification.

Élargir les partenariats

La JICA soutient la « Coopération Sud-Sud »^{*2} quand elle mène les activités mentionnées ci-dessus afin de promouvoir la coopération entre l'Afrique et l'Asie, le Moyen Orient et l'Amérique du Sud et d'approfondir la collaboration régionale au sein de l'Afrique.

^{*1} Les pays pauvres très endettés (PPTE) sont les pays avec les plus hauts niveaux de pauvreté, accablés par un endettement massif, tels que le définissent la Banque mondiale et Le Fonds monétaire international. La dette publique dans ces pays a été réduite dans les années 1990 et le Japon a également annulé le remboursement de ses prêts en yens depuis 1999.

^{*2} La coopération Sud-Sud est définie comme un moyen de promouvoir un développement efficace par l'apprentissage et le partage des meilleures pratiques et des technologies entre des pays en développement.



Aider le développement communautaire grâce au mouvement « Un village, un produit » (Malawi)



Mise en place de diverses mesures contre les maladies infectieuses, depuis la prévention jusqu'au traitement (Zambie)



Aide pour promouvoir l'utilisation de panneaux solaires dans une région affectée par la désertification (Mali)



Une équipe de recherche vietnamienne fournit une assistance pour promouvoir la riziculture irriguée dans le cadre de la coopération Sud-Sud (Mozambique)

Soutenir la protection de l'environnement, les mesures contre le changement climatique, la croissance durable et la réduction de la pauvreté

Les économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont principalement soutenues par d'importantes ressources naturelles et une abondante production alimentaire, qui ont permis d'amorcer une croissance économique stable ces dernières années. Le risque d'une augmentation de la pauvreté reste néanmoins d'actualité à cause de la crise économique mondiale de 2008. L'augmentation des disparités de revenus dans ces régions et pays a entraîné un mécontentement des populations pauvres et donc une instabilité sociale. D'autres problèmes persistent, dont les répercussions de la déforestation dans le bassin amazonien sur l'environnement naturel, ainsi que la détérioration de l'environnement urbain.

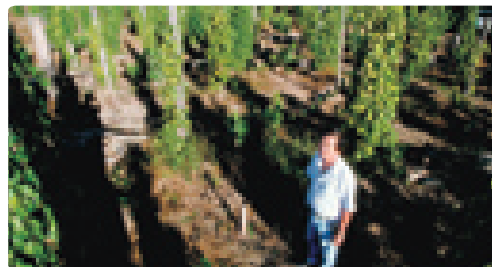
Résultats des opérations en Amérique latine et Caraïbes (Exercice 2008) (milliards JYP)



*1 Dépense pour l'envoi de volontaires et d'équipes de secours d'urgence incluses. *2 Le montant est calculé sur la base des accords de prêts. *3 Le montant est calculé sur la base des accords de dons.

Protection de l'environnement et mesures contre le changement climatique

En accordant une attention particulière aux caractéristiques des régions disposant de milieux naturels précieux tels que l'immense forêt amazonienne, la JICA apporte un soutien aux systèmes de préservation des forêts et au développement des ressources humaines dans le domaine de l'agro-foresterie, afin de combiner le reboisement et l'industrie avec des moyens tels que l'introduction de cultures fruitières et le développement de plantes pour l'agro-énergie, tout en s'efforçant d'améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines. En termes de mesures contre le changement climatique, la JICA soutient les efforts pour mitiger les problèmes environnementaux par l'utilisation des énergies renouvelables et des mesures d'économie de l'énergie, ainsi que des mesures d'adaptation, par exemple contre les maladies infectieuses.



Une exploitation de poivriers pratiquant l'agro-foresterie (Brésil)

Croissance économique durable

La JICA soutient le développement de l'infrastructure économique et sociale qui est un élément clé pour dynamiser l'environnement financier, tout en renforçant les petites et moyennes entreprises et en encourageant le tourisme. Les ressources minérales d'Amérique du Sud, telles que les métaux non ferreux, et le minerai de fer sont essentiels pour le Japon. Par conséquent, la JICA étudie les possibilités de partenariats avec des entreprises privées et soutient le développement de l'infrastructure périphérique au moyen des prêts d'APD du gouvernement japonais dans les pays ayant d'importantes ressources.



Contribution au développement économique rural par la construction de routes s'étendant de l'intérieur des terres jusqu'aux zones côtières (Pérou)

Réduction de la pauvreté

Dans le cadre des efforts pour soutenir les petits agriculteurs et promouvoir le développement social, la JICA fournit une assistance à la production et à la distribution des plants, à l'alimentation en eau, à l'amélioration de la qualité de l'éducation et au développement des réseaux de santé régionaux. Afin de lutter contre la pauvreté, la JICA reconnaît également l'importance de l'amélioration et du renforcement des capacités de gouvernance en plus de la mise en oeuvre de l'aide dans des domaines individuels. En outre, la JICA fournit un soutien aux populations pauvres, en particulier les peuples indigènes et utilise des partenariats techniques comprenant le Marché commun centraméricain (MCCA), la Communauté caribéenne (CARICOM) et el Mercado común del sur (MERCOSUR)¹.



Coopération sur des recherches sur les insectes vecteurs de maladies dans le cadre de mesures de lutte contre la maladie de Chagas (Guatemala)

Soutien aux émigrés japonais² et à leurs descendants (Nikkei)

La JICA s'engage dans diverses activités pour améliorer la compréhension envers l'émigration japonaise à l'étranger et envers les communautés japonaises (Nikkei) à l'étranger, ainsi que pour aider les émigrés japonais par le développement des ressources humaines pour les enfants d'émigrés qui seront les futurs leaders des communautés japonaises, dans des domaines tels que l'enseignement de la langue japonaise ou les mesures de santé pour les personnes âgées.



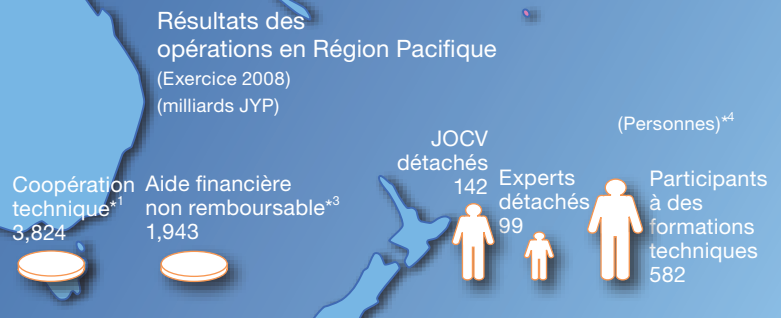
Activités de volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger (Brésil)

¹ El mercado común del sur (MERCOSUR) correspond à un marché commun ayant pour but de promouvoir une circulation fluide des produits et services.

² L'émigration japonaise après la fin de la Deuxième guerre mondiale a repris de manière systématique avec l'émigration vers l'Amazonie au Brésil en 1952. Il y aurait actuellement plus de 2,9 millions d'émigrés japonais et leurs descendants à l'étranger. Les services de formation et de départ pour les nouveaux émigrants ont pris fin en mars 1994.

Élargir l'aide pour surmonter l'instabilité des petits États insulaires

Les États de la région Pacifique sont exposés à une instabilité économique et environnementale due, entre autres, à la hausse du prix du pétrole brut ou du prix des aliments ainsi qu'aux catastrophes naturelles causées par le changement climatique. Combattre cette instabilité est un enjeu majeur pour la région Pacifique et nécessite une aide pour améliorer la prévention des catastrophes par l'amélioration de la surveillance météorologique, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, et la réduction communautaire des risques de catastrophes. Dans le même temps, en plus d'initiatives telles que la gestion durable des ressources marines littorales ou l'apport d'un soutien dans les domaines de l'environnement, des mesures de lutte contre le changement climatique, ou de l'énergie renouvelable, une coopération destinée à soutenir le développement d'une économie autonome avec des moyens tels que l'amélioration des infrastructures est également nécessaire.



**4 Les nombres des nouveaux volontaires/experts/participants.

Source : Rapport Annuel de l'Agence japonaise de coopération internationale 2009
*Taux de change de 2008 défini par le CAD : 1 USD = 103.5 JPY

Mesures contre le changement climatique et protection de l'environnement

La JICA apporte un soutien actif pour protéger la beauté des mers et des territoires de la région Pacifique. Les atolls et pays de faible altitude tels que les Tuvalu sont vulnérables aux effets du changement climatique tels que l'augmentation du niveau de la mer et nécessitent donc une amélioration rapide en terme de capacité d'adaptation. En particulier, la JICA soutient l'amélioration de la surveillance météorologique et des moyens de communication avec des initiatives à court et long terme pour aider la compréhension du mécanisme de formation des atolls. De plus, la gestion des déchets est un problème commun qui se pose aux États des îles du Pacifique. En 2000, la JICA a lancé une amélioration progressive d'une décharge en introduisant une méthode d'enfouissement semi-aérobique permettant la décomposition des déchets pour un coût minimum. Les pratiques aux résultats concluants instaurées aux Samoa sont en train d'être diffusées dans les autres îles du Pacifique.



Assurer la sécurité humaine

De nombreux enfants de la région Pacifique n'avaient pas accès à la vaccination dans un passé récent. Pour améliorer cette situation, la JICA utilise le nouveau Centre de services pharmaceutiques construit aux Fidji avec la coopération japonaise, et met en oeuvre des formations sur l'organisation et la formulation des politiques relatives aux programmes de vaccination dans 14 pays et régions. De plus, la JICA élargit des actions de prévention contre le paludisme à partir de l'Institut de recherche et de formation médicale des îles Salomon, tout en s'efforçant de développer la formation à distance et d'améliorer la qualité de l'éducation afin d'élargir le potentiel éducatif des États des îles du Pacifique.



Soutien en faveur d'une économie autonome

Les infrastructures des États des îles du Pacifique sont encore insuffisantes. Pour y remédier, la JICA s'engage activement dans le développement de l'infrastructure indispensable à la croissance économique telle que routes, ponts, réseau de distribution d'eau, électricité, équipements portuaires, ferries et aéroports. Aux Samoa, un projet d'extension du secteur énergétique des Samoa a été mis en place afin d'assurer un approvisionnement stable en électricité aux différentes provinces de ce pays et d'induire ainsi la croissance économique. Ce projet a bénéficié du premier prêt d'APD accordé aux Samoa tout en étant cofinancé par la Banque asiatique de développement (BAD). La JICA s'est basée sur le système de cofinancement accéléré avec la BAD.



L'objectif commun de l'aide au développement est d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (« Déclaration de Paris ») a été entérinée en 2005, en reconnaissance de la nécessité d'augmenter les efforts d'harmonisation, d'alignement et de gestion axés sur les résultats et également afin d'accroître le

volume de l'aide en vue de réaliser ces objectifs.

La Déclaration de Paris souligne l'importance de l'appropriation des pays partenaires pour une aide au développement efficace, ce qui a conduit, à cet égard, à des initiatives conjointes entre pays partenaires et donateurs.

Déclaration de Paris (résumé)

La Déclaration de Paris a été entérinée lors du Second Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Paris en mars 2005. Actuellement, 111 pays, dont le Japon, et 26 organisations multilatérales ont entériné la Déclaration de Paris. Les pays partenaires et donateurs ont convenus de mettre en oeuvre les cinq principes suivants afin de renforcer l'efficacité de l'aide.

(1) Appropriation : Les pays partenaires exercent le premier rôle dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs stratégies nationales de développement, et les pays et organisations fournisseurs d'aide s'engagent à respecter ce rôle prédominant.

(2) Alignement : Les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires, en matière de gestion financière ou de passation des marchés, dans toute la mesure du possible.

(3) Harmonisation : Les donateurs utilisent, lorsque c'est possible, des procédures ou des dispositifs communs pour la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation de l'aide, et l'élaboration de rapports.

(4) Gestion axée sur les résultats : Les systèmes des pays partenaires, en matière de plans de développement, de budgets et d'évaluations, doivent être renforcés, et les résultats obtenus, concernant le développement, améliorés par un renforcement des relations entre ces systèmes.

(5) Responsabilité mutuelle : Les donateurs et les pays partenaires doivent renforcer la transparence et la responsabilité mutuelle concernant l'utilisation des ressources affectées au développement, les procédures et les résultats obtenus en matière de développement.

Harmonisation et alignement

En se basant sur les principes de la Déclaration de Paris pour atteindre les OMD, la JICA facilite l'amélioration de l'efficacité de l'aide. En particulier, des efforts sont déployés pour garantir un développement plus efficace et rationnel, et réduire au minimum le coût administratif

incombant aux pays partenaires, par l'harmonisation des procédures des donateurs et des partenaires et l'alignement de l'aide sur les politiques, les plans et les systèmes des pays partenaires.

Utiliser le savoir-faire accumulé au fil de l'aide sur le terrain

La JICA reconnaît que l'approche de terrain est indispensable pour faire face avec rapidité et précision aux besoins diversifiés des pays en développement. Pour cette raison, la JICA délègue davantage de pouvoirs à ses bureaux à l'étranger en vue d'assurer, au niveau local, une réponse rapide et finement adaptée. Afin d'améliorer les capacités requises des pays partenaires pour obtenir un développement durable et autonome, la JICA utilise le savoir-faire accumulé durant ses activités d'aide sur le terrain, et soutient la croissance économique

et la réduction de la pauvreté par l'intermédiaire de partenariats avec d'autres organisations financières internationales et entreprises privées.

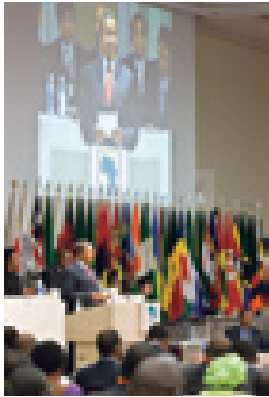
En outre, la JICA encourage vivement les partenariats avec d'autres donateurs et agences internationales, donateurs émergents et ONG, pour augmenter l'efficacité du développement, et elle s'efforce d'apporter une aide rationnelle et efficace, qui bénéficie à chaque habitant des pays en développement.

Exemples de collaboration avec la JICA

1. Amélioration de la gestion des écoles par la participation communautaire dans les pays africains francophones

La JICA et la Banque mondiale, co-organisatrice avec le gouvernement japonais de la IV^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), collaborent étroitement dans divers secteurs tels que l'infrastructure transfrontalière, l'éducation de base, la gestion de la santé et l'agriculture, de façon à atteindre les objectifs définis dans la Déclaration de Yokohama lors de la TICAD IV.

À titre d'exemple, la JICA a lancé le projet de soutien à la gestion des écoles par la participation communautaire, afin de promouvoir la politique de décentralisation dans le secteur de l'éducation en renforçant la participation des communautés à la gestion des écoles au Niger. L'initiative de la JICA a permis de sensibiliser davantage les communautés locales à l'importance de l'éducation, et les a aidées à réunir les fonds nécessaires pour améliorer le système éducatif, aboutissant ainsi à une augmenta-



Cérémonie d'inauguration de la TICAD IV à Yokohama, au Japon, en mai 2008

tion significative du taux d'inscription. S'inspirant de la réussite du projet de la JICA, le gouvernement nigérien a décidé d'étendre cette méthodologie au niveau national avec le soutien du Fonds japonais pour le développement social de la Banque mondiale (JSDF).

Ce cas illustre bien que l'approche de terrain de la JICA peut servir efficacement de modèle et que le pays partenaire est capable d'améliorer et d'étendre les projets au-delà des résultats obtenus avec le soutien de la Banque mondiale. En outre, le Niger, la JICA, la Banque mondiale et les pays partenaires francophones d'Afrique, tels que le Sénégal, le Mali ou le Burkina Faso, vont également élargir le champ d'action de projets similaires de la JICA, au-delà des frontières nationales pour les étendre aux autres pays soutenus respectivement par le JSDF.



Une équipe de la JICA questionne les membres d'un projet d'école primaire au Niger, sur les activités mises en oeuvre dans le cadre du projet de soutien à l'amélioration de la gestion des écoles par la participation communautaire.

2. Vers une Afrique pleine d'opportunités grâce à une croissance économique tirée par le secteur privé

En 2005, le gouvernement japonais et la Banque africaine de développement (BAD) ont annoncé une assistance renforcée au secteur privé en Afrique (ESPA), initiative conjointe destinée à fournir un soutien global au développement du secteur privé en Afrique. Partie prenante dans cette initiative, la JICA apporte une aide sous forme de prêts au secteur privé par l'intermédiaire de la BAD.

Les prêts sont consentis aux entreprises privées d'Afrique

pour financer leurs investissements en accord avec la stratégie de développement du secteur privé de la BAD. Ceci contribue à une croissance économique tirée par le secteur privé et à la réduction de la pauvreté par le développement des petites et moyennes entreprises, la promotion de la production agricole dans les zones rurales, le renforcement des secteurs financiers, et le financement de projets publics-privés d'infrastructures basés sur des partenariats.

3. Collaboration avec d'autres partenaires de développement pour une coopération stratégique

En tant que plus grand organisme de développement au monde, la JICA coopère avec les organisations internationales et les donateurs bilatéraux. Nous nous efforçons d'avoir un rôle prédominant en créant un large cadre de coopération pour le développement et également de travailler à l'intégration systématique des concepts de « Sécurité humaine » et de « Capacité de développement » afin de renforcer l'efficacité de l'aide au développement.

À titre d'exemple, la JICA renforce son partenariat avec l'Allemagne par le partage d'une vision commune de l'importance d'enjeux, tels que la sécurité humaine, le développement en Afrique, la lutte contre des problèmes de portée mondiale, comme le changement climatique et le soutien aux pays vulnérables. En particulier, la JICA et la KfW Entwicklungsbank, principale banque de développement allemande,

collaborent au développement et à l'intégration systématique de méthodes efficaces dans la formulation et la mise en œuvre des projets et programmes en matière de changement climatique.

En outre, la JICA renforce ses liens avec la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), principale agence fédérale allemande de coopération technique, par le partage de connaissances et d'expériences avec une attention particulière pour l'Afghanistan et les pays d'Afrique. En Zambie, par exemple, la JICA et la GTZ dirigent conjointement le groupe de donateurs dans le domaine de la décentralisation. Les deux agences facilitent le dialogue sur l'action à mener, entre le gouvernement zambien et le groupe des donateurs, tout en renforçant la capacité du gouvernement local à promouvoir la décentralisation.

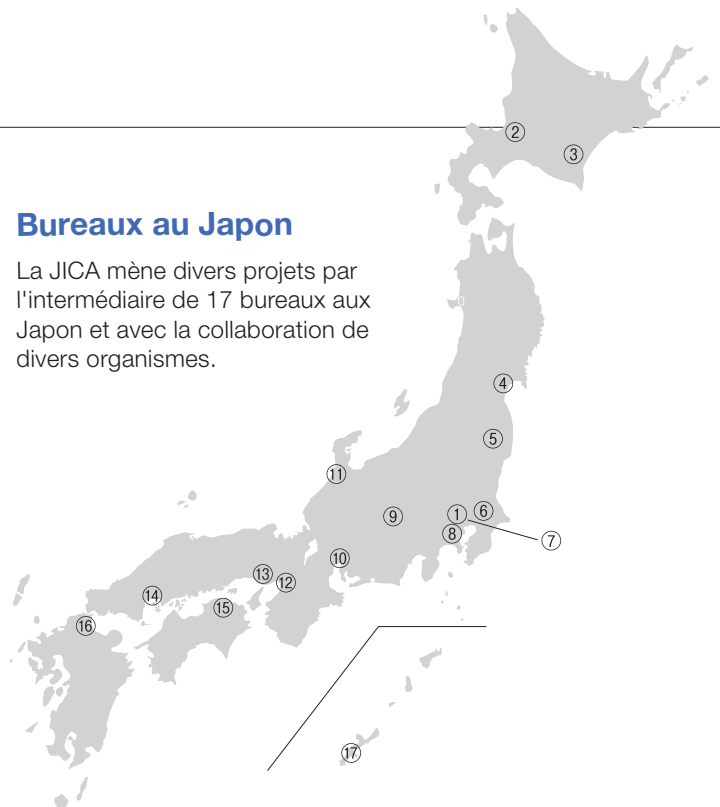
- Dénomination :** Agence japonaise de coopération internationale (JICA) (Institution administrative indépendante)
- Présidente :** Sadako Ogata
- Siège :** 1-6th floor, Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon
+81-3-5226-6660~6663
- Tél. :** +81-3-5226-6660~6663
- Création :** 1^{er} octobre 2003 (en tant qu'institution administrative indépendante)
- Objectifs :** Établie en conformité avec la loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale (loi n° 136, 2002), la JICA a pour mission de contribuer à renforcer la coopération internationale et le développement durable des économies japonaises et mondiales en soutenant la croissance socio-économique, la reprise ou la stabilité économiques des régions en développement.
- Capital :** 7.601,4 milliards de yens (au 31 mars 2010)
- Effectif à plein temps :** 1.664 (au 31 mars 2010)

Historique des agences en charge de l'APD

- | | |
|----------------|---|
| Octobre 1954 | Adhésion du Japon au plan de Colombo et lancement des premiers programmes de coopération technique |
| Mars 1961 | Le Fonds japonais pour la coopération économique outre-mer (OECF) est établi et prend en charge les activités du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est de la Banque d'import-export du Japon |
| Juin 1962 | Création de l'Agence de coopération technique outre-mer (OTCA) |
| Juillet 1963 | Création du Service d'émigration japonais (JEMIS) |
| Avril 1965 | Lancement du programme d'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) |
| Mars 1966 | L'OECF accorde son premier prêt d'APD (à la Corée du Sud) |
| Août 1974 | Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) |
| Septembre 1987 | Création de la première équipe japonaise de secours d'urgence (JDR) |
| Mai 1994 | Le nombre de stagiaires formés par le Japon s'élève à 100.000 personnes. |
| Octobre 1999 | Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) par la fusion de la Banque d'import-export du Japon et de l'OECF |
| Octobre 2003 | La nouvelle JICA est établie en tant qu'institution administrative indépendante |
| Mai 2007 | Le nombre de pays bénéficiant de prêts d'APD s'élève à 100 |
| Juin 2007 | Le nombre de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger dépasse les 30.000 personnes |
| Octobre 2008 | Les opérations de coopération économique à l'étranger de la JBIC ainsi qu'une part de l'aide financière non remboursable sous la juridiction du ministère japonais des Affaires étrangères sont intégrées aux opérations de la JICA |

Bureaux au Japon

La JICA mène divers projets par l'intermédiaire de 17 bureaux au Japon et avec la collaboration de divers organismes.



- | | |
|---------------------|----------------------------------|
| ① JICA Global Plaza | ⑩ JICA Chubu/Nagoya Global Plaza |
| ② JICA Sapporo | ⑪ JICA Hokuriku |
| ③ JICA Obihiro | ⑫ JICA Osaka |
| ④ JICA Tohoku | ⑬ JICA Hyogo |
| ⑤ JICA Nihonmatsu | ⑭ JICA Chugoku |
| ⑥ JICA Tsukuba | ⑮ JICA Shikoku |
| ⑦ JICA Tokyo | ⑯ JICA Kyushu |
| ⑧ JICA Yokohama | ⑰ JICA Okinawa |
| ⑨ JICA Komagane | |

Sites internet des bureaux de la JICA au Japon
<http://www.jica.go.jp/english/contact/domestic/>

Bureaux à l'étranger

La JICA dispose d'une centaine de bureaux à travers le monde pour promouvoir des projets répondant aux besoins de chaque pays.



Les dernières informations sont disponibles sur le site de la JICA.

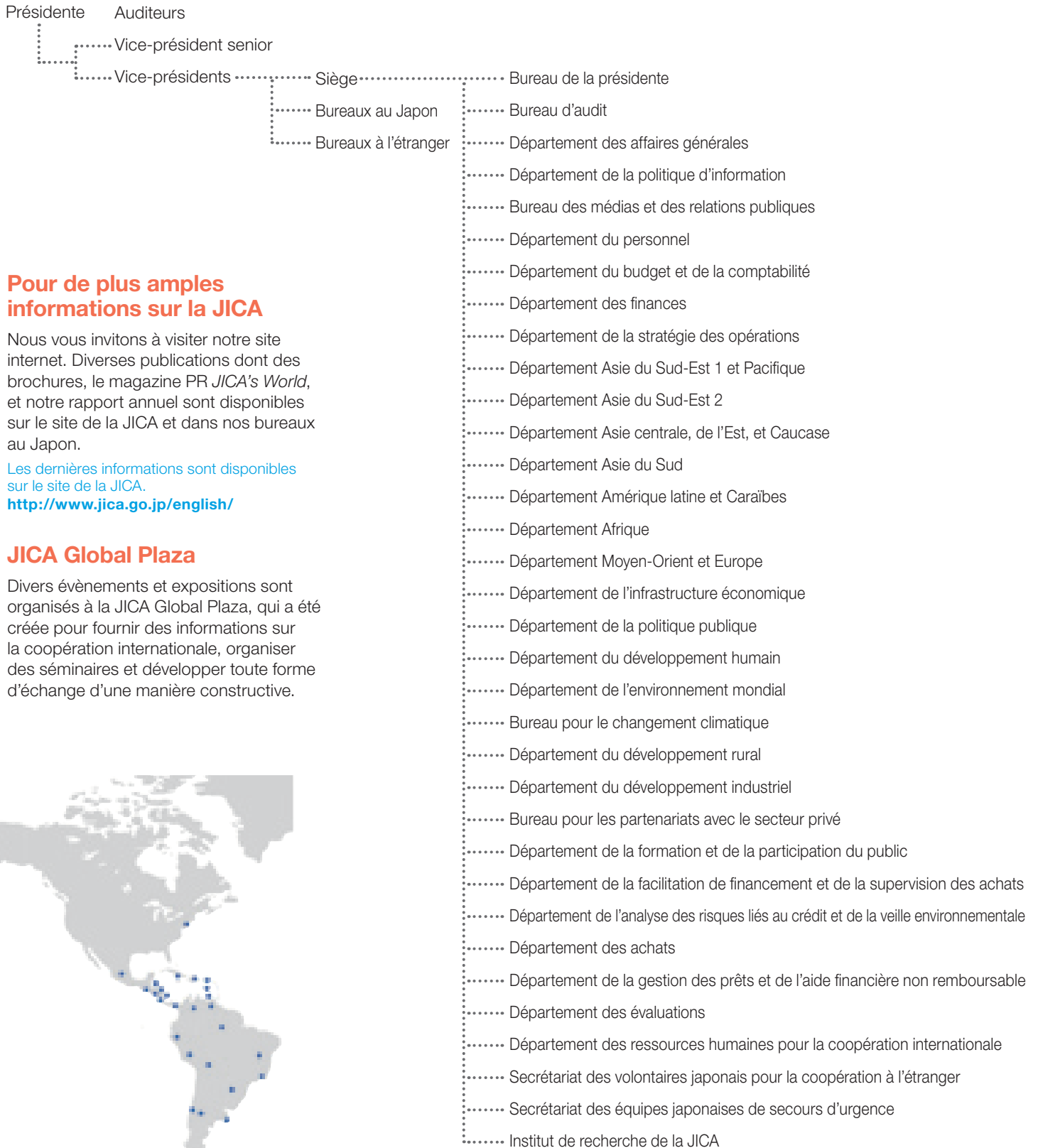
<http://www.jica.go.jp/english/>

JICA

Rechercher



Organigramme du siège



Pour de plus amples informations sur la JICA

Nous vous invitons à visiter notre site internet. Diverses publications dont des brochures, le magazine PR *JICA's World*, et notre rapport annuel sont disponibles sur le site de la JICA et dans nos bureaux au Japon.

Les dernières informations sont disponibles sur le site de la JICA.

<http://www.jica.go.jp/english/>

JICA Global Plaza

Divers événements et expositions sont organisés à la JICA Global Plaza, qui a été créée pour fournir des informations sur la coopération internationale, organiser des séminaires et développer toute forme d'échange d'une manière constructive.



Sites internet de la JICA à l'étranger
<http://www.jica.go.jp/english/contact/overseas/>

Les dernières informations sont disponibles sur le site de la JICA.
<http://www.jica.go.jp/english/about/organization/>



Agence japonaise de coopération internationale

Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon

Tél. : +81-3-5226-6660 <http://www.jica.go.jp/english/>



May, 2010